



Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée

Paris, le 18 avril 2021

Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur de vous écrire en réaction au courrier que vous avez adressé à nos compatriotes établis hors de France

Robert del PICCHIA

SENATEUR DES FRANÇAIS
ETABLIS HORS DE FRANCE

Permettez-moi dans un premier temps de vous remercier très sincèrement de votre démarche. Elle est aussi inédite que primordiale : par ce courrier, vous démontrez votre souci du sort des Français établis hors de France, si durement fragilisés par la pandémie. Vous saluez leurs efforts, à travers la solidarité dont ils ont notamment fait preuve en hébergeant des Français bloqués à l'étranger au début de la crise sanitaire.

*Vice-Président de la Commission
des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées*

Vous présentez vos trois ambitions pour les ressortissants français qui vivent hors de nos frontières : je ne peux que m'en féliciter. En effet, le service public, l'enseignement français, que vous qualifiez très justement de « trésor national », ainsi que la vie démocratique ont toute leur place à l'étranger. Ils sont les liens intangibles qui font exister la France dans le monde.

*Membre du Comité exécutif de
l'Union interparlementaire*

S'agissant de l'efficacité et de la proximité de l'administration que vous souhaitez, on doit en effet se réjouir que votre Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ait présenté un budget en augmentation qui préserve les effectifs du Quai d'Orsay pour la première fois depuis 20 ans. La plateforme France Consulaire ne sera, hélas, pas déployée avant le second semestre 2021 et ne concernera dans un premier temps que quelques pays européens. Nous ne devons pas négliger l'impatience de nos compatriotes les plus fragiles qui vivent hors de l'Union européenne : ce sont eux qui ont le plus grand besoin d'accéder à l'information et au service public.



Vous évoquez le « trésor national » que sont les établissements français à l'étranger, qualificatif qui montre votre grand attachement à ce réseau unique au monde. Il est pourtant fragilisé par la crise sanitaire. J'avais pu exprimer mes craintes dans un rapport de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat dès le 24 avril 2020. Malgré l'extension à 23 nouveaux établissements en 2020, ce qui doit être salué en pleine pandémie, nous déplorons une perte d'effectif de plus de six milliers d'enfants. Cela démontre l'importance de continuer à soutenir tous nos établissements.

Aussi soulignez-vous encore votre soutien aux écoles Français Langue Maternelle (FLAM) ; elles sont en effet cruciales dans notre dispositif éducatif. Elles attendent encore pourtant la concrétisation du « chèque éducation FLAM », voté par le Sénat à l'occasion de l'examen budgétaire. L'amendement présenté par mon collègue Olivier CADIC avait reçu un avis de « sagesse » de votre Ministre, Jean-Yves LE DRIAN, qui a toute mon estime pour son action admirable à la tête de la diplomatie française. Je regrette que cette excellente idée, au demeurant très peu onéreuse, n'ait pas survécu au vote final du Parlement, et n'ait pas encore été reprise par le Ministère. En effet, les fédérations d'écoles FLAM nous ont alerté sur le non paiement des cotisations, pourtant d'un montant faible, par les familles adhérentes. Nous pourrions utilement aider les familles éloignées des écoles.

Enfin, s'agissant de la vaccination pour les Français établis dans des pays dans lesquels l'accès à un vaccin homologué par l'Union européenne n'est pas possible, je prends note qu'ils peuvent se faire vacciner à l'occasion d'un séjour en France, dans le respect des règles de priorité que vous avez déterminées.

Pourtant, comme nous n'avons pas manqué de le signaler à Jean-Baptiste LEMOYNE, notre énergique Secrétaire d'État, un grand nombre des Français dans cette situation n'ont pas la possibilité de venir en France, n'y ayant ni attache ni famille. Cela représente dès lors un coût qui les exclut définitivement de la stratégie vaccinale française. Il nous a été régulièrement indiqué que des « solutions alternatives » étaient à l'étude pour ces milliers de Français, parmi lesquels parfois nos personnels diplomatiques et consulaires.

Alors que les États-Unis ont par exemple organisé le convoi de doses du vaccin *Moderna* pour son personnel diplomatique au Turkménistan – État dont les autorités nient l'existence d'une épidémie de Covid 19 –, les Français de l'étranger gardent l'espoir que la France et l'Union européenne ne les abandonnent pas.



Que faire pour ces milliers de Français à l'étranger qui se retrouvent contraints de recourir à des vaccins non homologués ? L'absence d'une vaccination homologuée constituera-t-elle un frein à leur venue en France ?

Nos compatriotes ont besoin d'être rassurés.

Enfin, je suis très heureux de vos encouragements à participer aux élections consulaires de mai prochain. Vous évoquez à juste titre une « grande ambition démocratique » et une « représentation politique » complète de nos ressortissants établis à travers le monde. Élu au Sénat depuis 1998 au service de nos compatriotes, je n'ai eu de cesse d'œuvrer pour un renforcement des mandats et une meilleure participation électorale. C'est dans ce but que j'avais déposé la proposition de loi relative au vote par Internet - adoptée en 2003 -, qui permet aux électrices et aux électeurs de voter en toute sécurité pour leurs conseillers. Vous avez eu l'occasion d'affirmer votre attachement à ce mode de participation et, en tant qu'auteur de cette loi, je vous en remercie très sincèrement.

Néanmoins, alors que dans la plupart des circonscriptions, les bureaux de vote ne seront ouverts que dans les capitales, je regrette que les tournées consulaires permettant l'établissement des procurations ne soient pas organisées. Vous savez, Monsieur le Président, combien les électeurs ne sont pas nécessairement armés ou équipés pour pouvoir voter par Internet. Ce mode de participation, toujours perfectible, a au départ été conçu comme une facilité supplémentaire, non comme la solution exclusive. Je redoute une rupture d'égalité entre les électeurs et la fragilisation de ces scrutins, ainsi que ceux qui en découleront.

Je suis heureux de lire votre soutien et votre engagement au service des Français établis hors de France et espère que ces quelques interrogations pourront alimenter votre réflexion.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma plus haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Robert del Picchia". The signature is fluid and cursive, with a large initial "R" and "P".

Robert del Picchia